



RCS : PONTOISE
Code greffe : 7802

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PONTOISE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 00721
Nom ou dénomination : A6TECIDF

Ce dépôt a été enregistré le 18/02/2014 sous le numéro de dépôt 2467

A6TECIDF

Société par Actions Simplifiée au capital de 5 000 €

Siège social : 270 rue du Général LECLERC 95130 Franconville

En cours d'immatriculation auprès du RCS de Pontoise

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Le capital social fixé en numéraire à 5 000 euros, divisé en 500 actions de 10 euros est entièrement souscrit et libéré par :

- Madame Claudia RODRIGUES

demeurant 270 rue du Général LECLERC 95130 Franconville, née le 13 juillet 1969 à Pombal (Portugal) de nationalité portugaise, et

- Monsieur Pedro RODRIGUES

demeurant au Portugal rue DA CAPELA 5 CASALINHO 3100 907 Pombal, né le 31 juillet 1975 à Pombal (Portugal) de nationalité portugaise,

Le capital social a été entièrement libéré ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire, laquelle somme a été déposée, pour le compte de la société en formation, à la banque.

Fait à Franconville

Le 31 janvier 2014

Monsieur Pedro RODRIGUES



A6TECIDF

Société par Actions Simplifiée au capital de 5 000 €

Siège social : 270 rue du Général LECLERC 95130 Franconville

En cours d'immatriculation auprès du RCS de Pontoise

PROCES VERBAL DE l'ASSEMBLEE GENERALE DU 31 JANVIER 2014

L'an deux mille quatorze, le 31 janvier à 18 heures

L'assemblée est présidée par Monsieur Pedro RODRIGUES, actionnaire détenant 255 actions d'une valeur nominale de 10 euros chacune soit 51 % du capital social.

Les SOUSSIGNÉS,

- Madame Claudia RODRIGUES

demeurant 270 rue du Général LECLERC 95130 Franconville, née le 13 juillet 1969 à Pombal (Portugal) de nationalité portugaise, et

- Monsieur Pedro RODRIGUES

demeurant au Portugal rue DA CAPELA 5 CASALINHO 3100 907 Pombal, né le 31 juillet 1975 à Pombal (Portugal) de nationalité portugaise,

agissant en qualité d'actionnaires de la **SAS A6TECIDF**

Société par Actions Simplifiée au capital de 5 000 € dont le siège social est fixé à 270 rue du Général LECLERC 95130 Franconville, se réunissent sur les résolutions suivantes :

- Nomination de la Présidence,
- Rémunération de la Présidence, et
- Désignation d'un Directeur Général,

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée nomme, conformément à l'article 12 des statuts, Monsieur Pedro RODRIGUES aux fonctions de premier Président de la société qu'ils ont décidé de constituer.

Monsieur Pedro RODRIGUES déclare ne tomber sous le coup d'aucune incompatibilité, interdiction ou déchéance prévue par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Il a été convenu que le Président ne percevra aucune rémunération au titre de ses fonctions de mandataire social.

Néanmoins et dans l'immédiat, Monsieur Pedro RODRIGUES pourra prétendre au remboursement des frais exposés dans le cadre de l'accomplissement de son mandat sur présentation des justificatifs.

En outre, il est précisé qu'il pourra être signé un contrat de travail entre les parties.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale nomme en qualité de Directeur Général actionnaire de la société sous sa forme par actions simplifiée, dans les termes de l'article 13 des statuts, Madame Claudia RODRIGUES.

Il a été convenu que les fonctions de mandataire social de Madame Claudia RODRIGUES seraient rémunérées et que Madame Claudia RODRIGUES serait titulaire d'un contrat de travail.

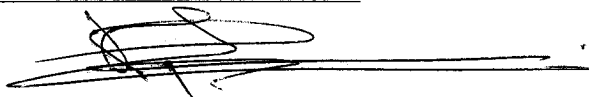
CETTE RÉSOLUTION EST ADOPTÉE.

Fait à Franconville

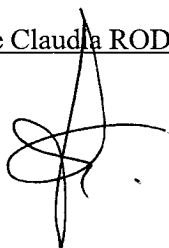
Le 31 janvier 2014

En double exemplaire

Monsieur Pedro RODRIGUES

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

Madame Claudia RODRIGUES

A stylized, handwritten signature in black ink, featuring a large, prominent loop and a long vertical stroke.

A6TECIDF

18 FEV. 2014

Société par Actions Simplifiée au capital de 5 000 €

2467

Siège social : 270 rue du Général LECLERC 95130 Franconville

STATUTS

Les SOUSSIGNÉS,

- **Madame Claudia RODRIGUES**

demeurant 270 rue du Général LECLERC 95130 Franconville, née le 13 juillet 1969 à Pombal (Portugal) de nationalité portugaise, et

- **Monsieur Pedro RODRIGUES**

demeurant au Portugal rue DA CAPELA 5 CASALINHO 3100 907 Pombal, né le 31 juillet 1975 à Pombal (Portugal) de nationalité portugaise,

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société par actions simplifiée.

Enregistré à : SERVICE IMPOTS DES ENTREPRISES D'ERMONT EST

Le 07/02/2014 Bordereau n°2014/215 Case n°19

Ext 952

Enregistrement : Exonéré

Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

L'Agente administrative des finances publiques

Marie-Claude TOULLEC
Agente Administrative principale

ARTICLE 1 FORME

Il est formé par les présentes une société par actions simplifiée qui sera régie par les présents statuts ainsi que par les articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce.

Dans le silence des statuts, il sera fait, en tant que raison, application des dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés anonymes.

ARTICLE 2 OBJET

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

Les travaux de plomberie et de climatisation et la rénovation tout corps d'état.

ARTICLE 3 DENOMINATION

La dénomination sociale est **A6TECIDF**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 270 rue du Général LECLERC 95130 Franconville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire français métropolitain, y compris en Corse, par simple décision du Président, ratifiée par les associés.

Le Président peut librement créer des succursales partout en France et à l'étranger où il le juge utile.

ARTICLE 5 DUREE

La durée de la société est fixée, sauf dissolution anticipée ou prorogation, à 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 APPORTS

Les apports initiaux ont consisté en l'apport en numéraire effectué par :

- Madame Claudia RODRIGUES à hauteur de 2 450 €, et
- Monsieur Pedro RODRIGUES à hauteur de 2 550 €

Le total des apports formant le capital social est de 5 000 Euros.

ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL

Les soussignés apportent en numéraire à la société, savoir cinq mille Euros (5 000 Euros) laquelle somme sera intégralement libérée et déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation auprès d'un établissement bancaire.

Conformément à la loi, le retrait de cette somme ne pourra être effectué par la présidence qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et sur présentation du certificat du greffier attestant l'accomplissement de cette formalité.

Le capital social est fixé à la somme de cinq mille Euros (5 000 Euros). Il est divisé en 500 actions de 10 Euros chacune et intégralement libérées, numérotées de 1 à 500 et attribuées comme suit :

- Madame Claudia RODRIGUES, 245 actions numérotées de 1 à 245, et
- Monsieur Pedro RODRIGUES, 255 actions numérotées de 246 à 500.

ARTICLE 8 MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions légales par les actionnaires.

ARTICLE 9 FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom des actionnaires, tenu par la société dans les conditions et modalités fixées par la loi.

ARTICLE 10 CESSION DES ACTIONS

La cession des actions doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le président d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

Les actions sont librement cessibles entre actionnaires et entre conjoints, ascendants ou descendants de ceux-ci, même si le conjoint, ascendant ou descendant n'est pas actionnaire.

Elles ne peuvent être transmises à des tiers, autres que les catégories visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des actionnaires représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Ce consentement est sollicité dans les conditions et modalités prévues par la loi.

En cas de décès d'un actionnaire ou de l'actionnaire unique, la société continuera entre les actionnaires survivants et/ou les héritiers de l'actionnaire décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 11 des présents statuts.

En cas de pluralité d'actionnaires, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un actionnaire unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des actionnaires.

ARTICLE 11 DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les actionnaires sont tenus de libérer les actions par eux souscrites dans les 15 jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de 60 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions. Le changement de représentant de l'indivision ne sera opposable à la société, qu'à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier

ARTICLE 12 PRESIDENT

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président exerce ses fonctions pour une durée et dans des conditions (notamment de rémunération) fixées par les actionnaires. Le premier Président de la société sera nommé dans un acte ultérieur.

Le Président est révocable *ad nutum* sans indemnité de quelque sorte. Il peut démissionner en respectant un préavis de 60 jours adressé à l'actionnaire unique par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas d'empêchement du Président, rendant l'exercice de ses fonctions temporairement impossible, il est remplacé par le Président suppléant.

Il n'est pas désigné de Président suppléant en cas de nomination d'un ou plusieurs directeurs généraux.

Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Le Président peut déléguer ses pouvoirs d'organisation interne, pour un objet et une durée déterminés.

ARTICLE 13 DIRECTEUR GENERAL

Les actionnaires peuvent nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales. Les pouvoirs du directeur général, la durée de ses fonctions et sa rémunération sont déterminés par une décision de l'actionnaire unique. Il est révocable *ad nutum* sur proposition du Président, par une décision de l'actionnaire unique.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en exercice le plus âgé remplace le Président dans sa mission de représentation de la société vis-à-vis des tiers. Il procède aux publicités imposées par la loi.

Le directeur général dispose, à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président. Il ne peut cependant représenter la société vis-à-vis des tiers, sauf l'application des dispositions relatives à la suppléance du Président.

ARTICLE 14 CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Le Président et le directeur général doivent aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. À l'occasion de la consultation des actionnaires sur les comptes annuels, le ou les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur l'ensemble de ces conventions.

Ces conventions sont inscrites sur un registre spécial. Les associés, lorsqu'ils ne sont pas Président, doivent approuver lesdites conventions. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le Président et le directeur général les ayant autorisées, d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux directeurs généraux.

ARTICLE 15 DECISIONS ACTIONNAIRES

Les actionnaires sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- modification des statuts,
- approbation des comptes et affectation du résultat,
- quitus de la gestion du Président,
- nomination et révocation du Président et des directeurs généraux.

ARTICLE 16 INFORMATION DES ACTIONNAIRES

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires leur sont communiqués par tous moyens, au moins 15 jours à l'avance, à l'occasion de toutes décisions ou consultations.

ARTICLE 17 EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. Par exception, le premier exercice social sera clôturé le 31 décembre 2014.

ARTICLE 18 COMPTES ANNUELS ET RESULTATS SOCIAUX

Dans les six mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le directeur général est tenu de consulter les actionnaires sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice, et ensuite sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes sont attribués dans leur intégralité aux actionnaires.

ARTICLE 19 CONTROLE DES COMPTES

Dès que la société dépasse deux des trois seuils définis par décret, les actionnaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

ARTICLE 20 COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

ARTICLE 21 DISSOLUTION ET LIQUIDATION

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision des actionnaires.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

Si la société ne comprend qu'un seul actionnaire, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans liquidation préalable.

ARTICLE 22 CONTESTATIONS

Tous différends susceptibles de surgir pendant la durée de la société, entre les associés et les représentants légaux de la société, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugés conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 23 ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

Conformément aux articles L. 210-6 du Code de commerce, et 74 alinéa 3 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, et sous réserve qu'ils soient déterminés et que leurs modalités en soient précisées par le mandat, l'immatriculation de la société au RCS de Pontoise emportera reprise de ces engagements par la société.

ARTICLE 24 FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

ARTICLE 25 PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés au Président, ou à toute personne qu'il déciderait de se substituer, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, et notamment à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Franconville

Le 31 janvier 2014

En huit exemplaires originaux

Two handwritten signatures in black ink. The first signature on the left is a stylized, circular mark. The second signature on the right is a long, horizontal, and somewhat complex scribble.



Ile de
France

CERGY PROFESSIONNEL
90 BOULEVARD JEAN JAURES
CREDIT AGRICOLE D ILE DE FRANCE
92110 CLICHY
Tél. : -----
Fax : 01 34 33 40 39

V / réf.: 65014567741
N / réf.: CYRIL CHABOT

Attestation de dépôt

pour constitution de capital social
(Article 77-Loi du 24 Juillet 1966
Article 62 - Décret du 23 mars 1967)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France dont le siège social est sis à : 26 quai de la Rapée 75012 Paris atteste

qu'il a été déposé le 07/02/2014 par LOPES RODRIGUES fondateur - conformément à la réglementation en vigueur -

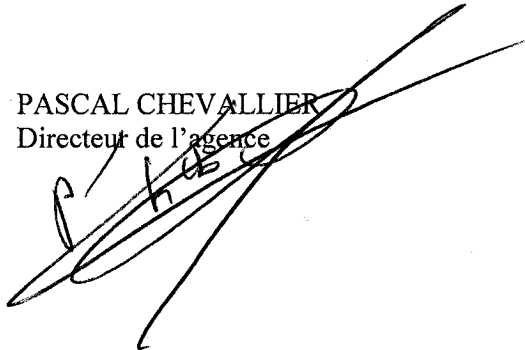
- Au compte spécial bloqué n° 65014567741
ouvert au nom de la Société en formation, dénommée SAS A6TECIDF
au capital de 5 000,00 EUR
sans appel public à l'épargne
dont le siège social est établi à 270 r du G Leclerc Franconville
la somme de 5 000,00 EUR représentant la partie libérée soit : 100,00 % du capital social
- Une liste comportant les noms, prénoms usuels et date de naissance des fondateurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux (ci-après annexée).

La Caisse Régionale agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation des sociétés, et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Attestation valable jusqu'au 07/03/2014.

Fait à CLICHY, le 7 Février 2014

PASCAL CHEVALLIER
Directeur de l'agence



Liste des fondateurs

Société : SAS A6TECIDF

Compte n° 65014567741

Nom et prénom	Né(e) le	Montant versé
LOPES RODRIGUES PEDRO	31/07/1975	2550 EUR
LOPES RODRIGUES CLAUDIA	13/07/1969	2450 EUR
		EUR
		EUR